



RAPPORT ANNUEL 2017-2018



Comité pour les droits humains
en Amérique latine | CDHAL



03 Mot du conseil d'administration

04 Une année d'actions

06 Éducation à la citoyenneté mondiale

12 La baladodiffusion pour l'éducation aux droits humains

16 Solidarité en action

26 BriCOs

28 Communications

30 Travail en réseau

31 Vie associative

32 États financiers

34 Équipe 2017-2018

35 Partenaires

Rédaction et révision :
Marie Bordeleau, Carla
Christina Ayala Alcayaga,
Roselyne Gagnon, Joëlle
Gauvin-Racine, Martha Lucía
Gómez, Marie-Eve Marleau,
Amelia Orellana

Conception graphique :
Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains
en Amérique latine, juin 2018

www.cdhal.org

Le CDHAL : mission et valeurs

Mission

Le Comité pour les droits humains en Amérique latine (CDHAL) est une organisation de solidarité qui travaille à la défense et à la promotion des droits humains en réciprocité avec les mouvements sociaux et les communautés d'Amérique latine dans la lutte en faveur d'une justice sociale, environnementale, économique et culturelle.

Vision et valeurs

Pour le CDHAL, la défense et la promotion des droits humains se manifestent par des actions collectives dans l'espace public et auprès des décideurs. Alors que l'atteinte aux droits humains dépasse les frontières, le CDHAL intègre une dimension interculturelle dans son travail qu'il réalise selon une conception internationaliste du monde. Le CDHAL adhère à la vision des peuples autochtones qui considèrent que la Terre n'est pas une marchandise.

La mission du CDHAL est orientée par des valeurs de :

- » dignité humaine et autonomie
- » égalité et équité
- » engagement et résilience

Action

La mission du CDHAL vise à :

- » appuyer les communautés, groupes de base et défenseur-e-s des droits humains d'Amérique latine tout comme du Québec, et échanger sur des expériences plurielles et des valeurs communes;
- » sensibiliser, mobiliser et susciter l'engagement de la population québécoise.

Mot du conseil d'administration



C'est avec fierté que l'année 2017-2018 se termine pleine d'apprentissages et de réalisations, avec un engagement continu du CDHAL pour la promotion des droits humains en Amérique latine. La persistance du non-respect des divers États dans leur obligation de garantir la protection des droits de leurs populations et de l'impunité des entreprises canadiennes sur le continent témoignent de la pertinence de la mission de notre organisation dans ses quarante et un ans d'existence.

Grâce aux réflexions développées ces dernières années avec nos partenaires, nous avons constaté l'importance des femmes en tant que leaders dans divers contextes de lutte mais aussi comme actrices particulièrement affectées par l'extractivisme. C'est ainsi que pendant la dernière année, l'équipe de travail, stagiaires, bénévoles, collaborateurs-trices et membres du conseil d'administration, ont poursuivi et consolidé le travail amorcé en 2014 sur la situation des femmes dans le contexte d'expansion des industries extractives. La réussite de la rencontre « Femmes en résistance face à l'extractivisme », réalisée en avril, en alliance avec d'autres organisations tant du Canada que d'Amérique latine, notamment Femmes autochtones du Québec, a témoigné avec brio de la qualité du travail de l'équipe, de sa capacité de construction de coalitions stratégiques, et de notre objectif partagé de contribuer aux luttes des secteurs les plus exclus.

Notre défi est à présent de faire en sorte que ces réseaux consolidés dans les dernières années permettent de bâtir des actions marquantes sur l'espace public et sur les décisions politiques. Pour cela, et grâce à la grande compétence de notre équipe, divers financements pour nos projets ont été confirmés pendant l'année, provenant de fonds publics et privés que nous souhaitons remercier pour leur confiance et leur vision partagée sur la pertinence des actions proposées par le CDHAL pour la prochaine période. Aussi, nous souhaitons remercier notre ancienne présidente Adriana Pozos, qui a quitté le conseil d'administration à son retour au Mexique. Elle a été une forte instigatrice de diverses actions réalisées à Montréal pour dénoncer la situation des droits humains au Mexique. Finalement, le conseil d'administration vous remercie toutes et tous de votre engagement au sein de l'organisation et de votre participation à la vie démocratique.

Cet organisme a une particularité : un réseau fort de membres engagé-e-s et lié-e-s par le tissu de la conscience sociale et politique sur les diverses réalités dans les Amériques. Cette solidarité, nous nous devons de la souligner en ces temps où la montée des valeurs conservatrices prend de la vitesse à l'échelle globale. Nous sommes ici pour affirmer que l'engagement collectif est une responsabilité constante dans un objectif de transformation sociale.

Une année d'actions



Septembre 2017

Rassemblement devant le consulat
du Chili en solidarité avec la situation
des prisonniers politiques mapuches

Octobre 2017

Colloque *Luttes autochtones
pour le territoire : Amérique latine
et Québec*

Novembre 2017

Soirée festive du CDHAL
et lancement de la revue
Caminando

Décembre 2017

Rassemblement contre le recul
des droits et libertés au Mexique



Février 2018

Délégation du Mexique sur le cas
du défenseur environnemental
Mariano Abarca

Mars 2018

Action globale : Justice pour
Berta Cáceres

Avril 2018

Rencontre internationale
*Femmes en résistance face à
l'extractivisme* réunissant
37 femmes provenant
de 13 pays

Mai 2018

Action urgente pour dénoncer
l'assassinat de deux membres de
Rios Vivos en Colombie dans le
contexte du conflit lié au projet
Hidroituango

Éducation à la citoyenneté mondiale



Campagne « Lutttes pour la défense des territoires : résistances et solidarités féministes face à l'extractivisme »

Comme résultat d'un travail collectif et collaboratif de différentes organisations depuis le Tribunal permanent des peuples (TPP) sur l'industrie minière canadienne en Amérique latine qui a eu lieu à Montréal en 2014, tel que le CDHAL, Femmes autochtones du Québec (FAQ), la Fédération des femmes du Québec (FFQ), Femmes des diverses origines (FDO) et le Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC), un comité de coordination a été créé, en vue de mener différents projets et événements de sensibilisation et d'éducation du public permettant de rendre visibles les impacts genrés des mégaprojets extractifs et les luttes qui s'y opposent, en particulier celles des femmes pour la défense de leurs territoires.

Depuis le printemps 2017, le comité a tenu des rencontres mensuelles pour organiser une rencontre internationale avec la participation de femmes, parmi lesquelles on compte des femmes autochtones, des paysannes et des défenseuses des droits et des territoires, toutes affectées par des projets extractifs et en résistance contre ceux-ci. Des organisations telles que le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), Développement et Paix, Oxfam Canada, Mining Watch Canada et Kairos se sont joints au comité pour collaborer à l'organisation de cet événement. Suite à une année de travail intensif d'organisation, la rencontre internationale « Femmes



Photo : Femmes autochtones du Québec

en résistance face à l'extractivisme » a eu lieu du 27 au 29 avril 2018 au Comité d'éducation aux adultes de la Petite-Bourgogne et Saint-Henri (CEDA).

Grâce à l'appui de partenaires, cet événement a permis de réunir 37 femmes défenseuses de la vie, de l'environnement, de l'eau et des traditions et territoires ancestraux provenant de 13 pays (Bolivie, Brésil, Canada, Cambodge, Chili, Colombie, Équateur, Guatemala, Mexique, Papouasie Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Turquie).

Le CDHAL a invité cinq alliées d'Amérique latine : Maria Leonice Tupari de l'Association de femmes guerrières autochtones de Rondonia du Brésil, Geovanna Estafanía Dávalos Álvarez du

Réseau mexicain de personnes affectées par l'industrie minière (REMA), Elsa Merma Ccahua de l'organisation de femmes défenseuses du territoire et de la culture du Pérou, une femme du Réseau des guérisseuses ancestrales du féminisme communautaire du Guatemala, et Ely Lopez, porte-parole du Lof Trankura (communauté mapuche) de la Commune de Currarehue, Région de l'Araucanie, du Chili.

L'ensemble de l'équipe du CDHAL s'est impliqué dans la réalisation de cette rencontre internationale. Une chargée de projets a assumé la co-coordination avec Femmes autochtones du Québec de l'ensemble des étapes d'organisation de la rencontre. Le CDHAL a notamment contribué à la programmation, en particulier celle des espaces réservés aux femmes invitées et



d'articulation avec les organisations sociales. Nous avons organisé des rencontres préalables avec des alliées en Amérique latine, afin de coconstruire la méthodologie et le contenu de la rencontre. Nous avons assumé l'interprétation (français, anglais, espagnol et portugais), mobilisant une vingtaine d'interprètes, sensibles aux enjeux et aux réalités des femmes invitées, qui ont fait un travail extraordinaire. L'équipe du CDHAL a assumé la logistique de l'événement, ainsi que la mobilisation d'une quarantaine de bénévoles, qui ont contribué à la disposition des salles, aux repas, à l'accueil, à la prise de notes et à l'accompagnement des invitées.

Pendant les trois jours de la rencontre internationale, au sein d'espaces intimes, les femmes ont échangé sur leurs expériences de résistance et les situations de risque, de menaces et des violations des droits humains qu'elles affrontent dans leurs communautés et territoires. Cet espace a été également l'occasion de partager leurs savoirs ancestraux et spirituels. Des cérémonies, un cercle de feu, des cercles de guérison et des chants, ont été réalisées à l'ouverture et à la fermeture de chacune des journées par des femmes invitées à la rencontre.

Le samedi 28 avril, des événements ouverts au grand public, un panel de discussion et différents ateliers ont eu lieu. Ce fut une occasion pour les femmes invitées de partager et d'échanger avec un public d'environ 300 personnes sur leurs luttes, ainsi que divers enjeux touchant l'accès à la justice, l'autodétermination des peuples, leurs stratégies de résistance, entre autres. Une soirée culturelle de solidarité a également eu lieu, organisée par le collectif Femmes de diverses origines (FDO), pour clôturer le volet événement public de la rencontre internationale. Des

artistes engagé-e-s d'origine latino-américaines, philippines, haïtiennes, autochtones du Québec, du Canada et du monde sont venues célébrer avec les participantes et le public nos luttes et nos victoires.

Le dimanche 29 avril a été une journée de rencontre avec différentes organisations sociales travaillant dans les domaines de la solidarité internationale, de la justice sociale, ainsi que les milieux environnemental, syndical et académique. Cette journée visait à réaliser la synthèse des réflexions et des discussions soulevées pendant la rencontre et à établir des pistes d'actions communes. La rencontre internationale s'est clôturée avec une visite à Odanak, de la Première Nation Abénaquise. Cette rencontre internationale a été un moment unique et rassembleur et a mené à la rédaction d'une déclaration par les participantes pour exprimer leurs principes et renforcer les liens de solidarités entre leurs luttes.

Ateliers et conférences

Au cours de l'année, le CDHAL a été invité à plusieurs reprises à participer à des cours, des conférences et des ateliers, soit des espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement du public et la mobilisation. Nous avons participé entre autres à des cours au Collège Dawson (9 mars 2018) et au Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal (19 mars 2018), à un atelier offert dans le cadre d'une formation des jeunes d'Amnistie internationale (22 octobre 2018), à un atelier offert dans le cadre des Journées Québec sans frontières QSF 2018 (27 janvier 2018) et à un atelier sur l'écoféminisme dans le cadre de l'Assemblée générale de la Fédération des

femmes du Québec (28 mai 2018). Nous avons été invitées également au panel de discussion « Violences envers les femmes » organisé par le programme à l'éducation à la citoyenneté mondiale du Comité régional d'éducation pour le développement international de Lanaudière (CRÉDIL) à Joliette (12 avril 2018) et à la Table ronde « Un esprit toujours à l'œuvre » de L'Entraide missionnaire (5 mai 2018). À toutes ces occasions, les impacts de l'extractivisme sur les femmes et leurs luttes ont été mis de l'avant.

Mobilisations et rassemblements

Les rencontres du comité de coordination et la co-organisation d'événements publics ont permis de renforcer les liens entre les partenaires du projet, notamment à travers l'appui à la mobilisation et à la diffusion des activités, ainsi que la participation à des manifestations autour des dates clés.

- » Co-organisation avec Femmes autochtones du Québec (FAQ) et Femmes de diverses origines (FDO) de l'atelier « Femmes pour la défense du territoire face à l'extractivisme : les impacts genrés des projets minéro-énergétiques », Conférence internationale « Solidarité et Lutte: Renforcer la Résistance à la Guerre, au Militarisme et au Néo-Fascisme menés par les Etats-Unis », ILPS-IWA, Toronto (6 août 2017).
- » Vigile pour les 41 victimes du Hogar Seguro, organisée par le Projet Accompagnement Québec-Guatemala et la marche de Femmes de diverses origines dans le cadre de la Journée internationale des femmes (8 mars 2018)
- » Co-organisation du Colloque « Luttes autochtones pour le territoire : Amérique latine et Québec », GREPIP-UQAM



Photo : Isabel Orellana

(13 octobre 2018). Co-organisation table ronde « Expériences de lutte et de résistance des femmes autochtones pour la protection du territoire » avec FAQ et FDO. Les panélistes étaient Miriam Bautista Gutierrez, représentante des Comités de Defensa de la Cuenca del Apulco, qui regroupent des communautés nahuas et métisses dans la Sierra Nororiental de Puebla (Mexique); Daphné-Anne Takpanie, jeune militante inuite à Montréal (Canada) ; Louise Mayappo et Stéphanie Georgekish, femmes Crie-Eeyou de Wemindji (Canada) et une membre de Femmes de Diverses Origines. La table ronde a été animée par Alessandra Devulsky, avocate et assistance de recherche de la Faculté de droit à l'Université de Montréal.

Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MIRF) par l'entremise du Programme d'Éducation à la citoyenneté mondiale, volet 2. L'appui financier de la Fondation Béati, de la Fondation Solstice, de la Congrégation religieuse Notre-Dame, de Développement et Paix, de l'Alliance de la Fonction publique du Canada et de la Fondation Lush ont contribué à la réalisation de la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ».

Formations prédepart à des stages en Amérique latine

Au cours de l'année, le CDHAL a animé deux formations préparatoires à des groupes allant faire un stage en Amérique latine.

- » Le 29 septembre 2017, deux membres du CDHAL ont donné une formation sur la crise des droits humains au Mexique et en particulier sur les droits des femmes à un groupe de stagiaires du CISO se rendant dans ce pays.
- » Le 17 février 2018, deux membres de l'équipe ont donné une formation d'une journée aux stagiaires Québec sans frontières d'Alternatives sur le contexte du Nicaragua. L'avant-midi a porté sur le contexte socio-historique du pays, alors que les enjeux de l'extractivisme ont été abordés en après-midi.

La baladodiffusion pour l'éducation aux droits humains



Afin de diversifier nos outils de diffusion, l'équipe du CDHAL a entamé depuis l'hiver 2017 un processus de coformation et d'apprentissage de nouvelles compétences en communication à travers la baladodiffusion. Ces pratiques s'inscrivent également dans nos liens avec des membres et allié-e-s engagé-e-s dans la communication populaire et les radios communautaires d'Amérique latine et du Québec. Nos productions audios sont effectuées en étroite relation avec le travail de l'équipe des actions urgentes, sous la forme du bulletin « Solidared : Voix de résistances dans les Amériques ». La première édition a été lancée en avril 2017. Nous en sommes déjà à notre treizième bulletin mensuel, en français et en espagnol, publiés sur Soundcloud et diffusés dans nos réseaux. Les bulletins audios ont un fort potentiel en matière d'éducation du public en raison de leur relative simplicité de production, de leur polyvalence, de leur pérennité, de leur popularité croissante ainsi que de la multiplication des plateformes Web permettant leur diffusion. Ils permettent d'atteindre un public plus varié grâce à l'accessibilité inhérente au contenu audio.

Nous poursuivons le travail de réflexion et d'exploration visant à élargir notre public et les plateformes de diffusion de nos outils audios. Présentement, grâce au travail de collaboration avec l'Association latinoaméricaine d'éducation radiophonique (Asociación Latinoamericana de Educación Radiofónica, ALER), notre bulletin est diffusé chaque mois en Amérique latine. Nous avons également commencé à travailler avec de nouveaux formats. En effet, nous produisons depuis mars

2018 une capsule d'actualité hebdomadaire qui est diffusée dans le bulletin de nouvelles quotidien de l'ALER. Ces capsules, d'une durée d'environ deux minutes, permettent de donner plus de visibilité à l'information partagée par nos alliés-e-s. Le processus de cueillette d'information, de synthèse et d'analyse, ainsi que d'enregistrement et de montage, mettent à contribution l'ensemble de l'équipe. Par ce fait, nous nous approprions les nouveaux outils de communication et consolidons notre compréhension des enjeux que nous suivons.

La baladodiffusion se veut ainsi un outil de communication alternatif pour susciter la réflexion. Nos bulletins et nouvelles s'alimentent des analyses politiques de l'actualité dans les Amériques et sont bonifiés chaque mois par des témoignages audios de membres d'organisations alliées du CDHAL. Ces outils, en plus de la sensibilisation du public, permettent donc de renforcer nos liens avec les mouvements sociaux que nous appuyons.

Un processus de coformation continu

Suite aux formations de l'année dernière sur les outils audiovisuels, un guide de production très complet a été écrit par une membre de l'équipe du CDHAL et a servi de base à une dizaine de séances de coformation en équipe élargie.

De plus, pour une deuxième année consécutive, nous avons accueilli une stagiaire affiliée à l'ALER, par le biais du volet réciprocité de Québec Sans Frontières de Développement et Paix. Ainsi, nous avons eu la chance de bénéficier de nombreux conseils et formations de la part d'une journaliste vénézuélienne, Wirmelis Villalobos, qui a été en stage avec nous



de la fin janvier à la mi-avril 2018. À travers son accompagnement et son expérience comme journaliste à la radio, nous avons pu continuer d'améliorer nos compétences pratiques comme l'appropriation du langage radio et du processus d'édition et montage du bulletin. C'est aussi grâce à elle qu'un partenariat de diffusion a pu se développer avec l'ALER. Nous avons ainsi renforcé nos capacités à synthétiser l'actualité des mouvements sociaux que nous suivons, tout en préservant nos perspectives critiques propres à l'analyse du CDHAL. Durant son séjour, Mme Villalobos a offert à l'équipe élargie une formation sur les principes journalistiques et une sur les principes de rédaction de nouvelles audio. Elle a également été une des voix de notre bulletin audio mensuel et a formé nos membres à l'élocution radiophonique lors des périodes d'enregistrement.

Projet « Voix des femmes pour la défense des territoires : expériences, stratégies et alternatives »

Ce projet a été rendu possible grâce à l'appui financier du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MIRF) par l'entremise du Programme d'éducation à la citoyenneté mondiale (PECM), volet 2 : Appui aux projets ponctuels, ainsi que grâce à des subventions de la Fondation Solstice et de la Fondation Lush. Le CDHAL, en collaboration avec le Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG) et Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM), a pu faire appel aux services d'une consultante en organisation communautaire et ayant de l'expérience en radio. Elle a mobilisé une équipe composée d'une dizaine de militant-e-s de différents parcours et origines. Cette équipe a travaillé en commun pour conceptualiser une série de capsules de baladodiffusion autour des luttes de participantes à la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme ». Cette formule a été privilégiée pour visibiliser les luttes des femmes autochtones et paysannes défenseuses de la vie et des territoires. L'outil des entrevues a été choisi pour mettre en valeur leurs analyses et expériences, dans une perspective féministe où une grande importance est accordée à la parole des femmes et à leurs postures plurielles.

Le processus d'idéation s'est effectué en collaboration avec des membres de l'équipe permanente et à partir de formations et de supervisions offertes par des spécialistes d'Amérique latine. En effet, Mme Villalobos, dans le cadre de son stage avec le CDHAL, a orienté et formé l'équipe dans la conceptualisation

du projet. Elle a contribué aux rencontres hebdomadaires de l'équipe des baladodiffusions durant les trois mois de son séjour et a animé une formation élargie sur la baladodiffusion. De plus, un allié communicateur populaire du Mexique, José Arteaga, a rencontré des membres de l'équipe du projet et a donné de précieux conseils pour réaliser les entrevues.

Les entrevues ont été réalisées pour la plupart à la fin avril et la post-production sera en cours tout l'été. Nous espérons pouvoir lancer les capsules, au nombre d'une dizaine, officiellement lors de la soirée festive annuelle au début décembre 2018.



Revue Caminando, vol. 32 :

Résister et transformer par la communication populaire

Mise sur pied en 1980, la revue d'éducation et d'engagement du CDHAL, Caminando, est un outil de diffusion des luttes des mouvements sociaux et des groupes de base latino-américains qui donne la voix à des militant-e-s, à des défenseur-e-s des droits humains et à des personnes engagées dans divers milieux. Elle présente des articles portant un regard critique sur les grands enjeux de la vie sociopolitique en Amérique latine et les luttes pour la défense des droits et l'autodétermination menées par des communautés latino-américaines et canadiennes.

L'édition 2017 de la revue Caminando s'est intitulée « Résister et transformer par la communication populaire » et a porté sur les communications comme outil de lutte pour les droits humains. Conservant le format établi au cours des dernières années, la revue a compté 27 articles présentant des initiatives de communication populaire et alternative. La couverture a été réalisée par Marcelle Eggs et des contributions d'artistes provenant d'Amérique latine et du Québec ont permis d'illustrer l'ensemble de la revue. Une large équipe de collaboratrices et collaborateurs a été mobilisée pour réaliser la traduction et la révision des textes. Cette publication a été appuyée par la Fédération autonome de l'enseignement (FAE), la Centrale des syndicats du Québec (CSQ), Santropol Montréal et les éditions Écosociété. L'impression a été réalisée par Katasoho.

Comme chaque année, une soirée festive a eu lieu le 17 novembre 2017 pour souligner le lancement de Caminando. La soirée avait également comme objectif de ramasser des fonds pour poursuivre le travail du CDHAL. Des *empanadas* et des chandails sérigraphiés ont été confectionnés pour l'autofinancement, grâce à l'appui de nos sympathisant-e-s et membres. De nombreux groupes de musique engagés sont venus célébrer solidairement avec nous, dont Acalanto, Kallpa Fuerza, Kon-Fuzion, Tupi Collective, Los Chichas, La Santa Révolte et The Rap Battles for social justice. Au total, plus de 180 personnes ont assisté à l'événement.



Solidarité en action



Actions urgentes

Le volet des actions urgentes est un des piliers du travail du CDHAL, contribuant directement à la diffusion de nouvelles sur des processus de luttes sociales en Amérique latine et à la dénonciation de situations de violations des droits humains. Les actions urgentes ont comme objectif de mettre en lumière des cas de communautés d'Amérique latine dont le territoire, les droits humains, le droit à l'autodétermination et la dignité sont menacés par des activités de « développement » qui leur sont imposées, particulièrement par des entreprises étrangères, notamment canadiennes, d'exploitation minière, hydroélectrique, pétrolière, éolienne, forestière ou touristique, en complicité avec les gouvernements locaux et, dans plusieurs cas, du corps diplomatique de pays étrangers.

Cette année, l'équipe des actions urgentes a cherché à donner un suivi rigoureux aux actions en cours, mais également à alimenter et approfondir la compréhension et l'analyse des enjeux sociaux, politiques et environnementaux auxquels nous nous intéressons à travers nos liens avec les mouvements sociaux latino-américains. De plus, le CDHAL a pu renforcer ses liens par sa collaboration avec les

organisations latino-américaines de Montréal tels que la Comunidad hondureña en Québec, le Comité pour la libération de Milagro Salas, le Comité d'appui au peuple Mapuche, le Comité chilien pour les droits humains, le Collectif Brésil-Montréal et le Collectif No a Keiko.

Plusieurs militant-e-s, dont une dizaine de stagiaires universitaires, ont appuyé le travail des actions urgentes en enrichissant le travail de l'équipe par leurs forces et connaissances (traduction, recherche, rédaction de lettres et communiqués, collaboration lors d'événements, etc.). Toute l'année, de nombreux documents et nouvelles de nos partenaires ont été traduits pour rendre ces informations accessibles pour le public québécois et canadien à travers notre bulletin de nouvelles mensuel Solidared, le bulletin audio « Voix de résistance dans les Amériques », notre site Internet, notre page Facebook et notre compte Twitter.

Mobilisations et plaidoyer

Cette l'année, l'équipe des actions urgentes a été fortement interpellée par la situation de défenseur-e-s des droits humains en Amérique



latine. À travers les actions urgentes et le contact avec les organisations et mouvements sociaux en Amérique latine, le CDHAL a pu constater ce que plusieurs définissent comme étant une nouvelle vague offensive néolibérale dans les Amériques, se traduisant par une recrudescence des violations des droits, des mesures d'austérité et de privatisation des secteurs publics, de la répression politique et des attaques directes envers les personnes défenseuses des droits et de l'environnement.

Ainsi, l'équipe a été fortement impliquée dans la dénonciation des élections frauduleuses de décembre 2017 ayant eu lieu au Honduras, de la répression qui a cours depuis celles-ci et de la campagne pour la libération des prisonnier-ère-s politiques. Le CDHAL a également été interpellé à plusieurs reprises par le Collectif Brésil-Montréal, mobilisé suite au coup d'État institutionnel ayant eu lieu au Brésil en 2016. Ainsi, le CDHAL a participé à la rédaction de communiqués collectifs ainsi qu'à la mobilisation d'ampleur internationale qui a entouré le meurtre de l'activiste brésilienne féministe et anti-raciste Marielle Franco en mars 2018. Le rôle d'appui et de mobilisation du CDHAL dans les nombreuses actions urgentes menées cette année a renforcé son travail en réseau et ses liens avec les collectifs montréalais.



Mobilisations et travail en réseau

Le CDHAL a également co-organisé, appuyé et participé à une grande diversité d'activités au cours de la dernière année. En voici un aperçu :

- » Présentation du livre *Sangre de baguales* au Photo Café avec la présence de l'auteur Pedro Cardyn Degen. Événement co-organisé avec le Comité chilien pour les droits humains (18 juillet 2017)
- » Présentation lors de la projection du documentaire *El mineral o la vida* avec le réalisateur José Luis Matías dans le cadre du Festival Présence autochtone (8 août 2017).
- » Rassemblement au consulat chilien en solidarité avec les prisonniers politiques mapuche (28 septembre 2017).
- » Spectacle de l'artiste guatémaltèque Rebeca Lane. Les fonds recueillis ont été versés aux familles dont les proches ont été tués le 8 mars 2017 dans un incendie tuant plus de 41 enfants et adolescents, principalement des filles au foyer d'accueil pour enfants Virgen de la Asunción. Événement co-organisé avec le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), La Mandragore, GRIP Concordia, Centre for Gender Advocacy, The Rap Battles for Social Justice, The Simone de Beauvoir Institute, Concordia Hip Hop Community, CKUT 90.3FM, BTS Guatemala-Maritimes Solidarity Network, Sustainability Action Fund Concordia, Le bloc d'artistes du CTI, CJLO-1690AM, Concordia Student Union (5 novembre 2017).
- » Conférence intitulée « Appropriation culturelle et droits culturels », dans le cadre des Journées québécoises de solidarité internationale (JQSI), co-organisée avec le Centre international de solidarité ouvrière (CISO) et le Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG). Exposition de la murale en hommage à Berta Cáceres, réalisée par l'artiste Fanny Aisha, à la BANQ (14 novembre 2017).
- » Rassemblement contre le recul des droits et libertés au Mexique. Co-organisé avec le CISO et le Syndicat des Métallos (15 décembre 2017).
- » Rassemblement contre le coup d'État électoral au Honduras devant le Consulat du Honduras (3 décembre 2017).
- » Hommage aux victimes du coup d'État électoral au Honduras et opposition au maintien du militarisme, co-organisé avec le collectif Comunidad Hondureña en Québec (27 janvier 2018).
- » Action globale *Justice pour Berta* et projection des documentaires *Berta Vive* et *Berta se multiplicó*, co-organisées avec le collectif Comunidad Hondureña en Québec et la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU) (2 mars 2018).
- » Rassemblement de soutien pour Lucy Granados, membre du Collectif de Femmes sans-statut, menacée de déportation. Organisé par Solidarité Sans Frontière et le Centre de travailleurs et travailleuses immigrant-e-s (28 mars 2018).

- » Mobilisation pour dénoncer l'assassinat de Marielle Franco, conseillère municipale brésilienne et défenseuse des droits humains, convoquée par le Collectif Brésil-Montréal (14 avril 2018).
- » Projection du documentaire *Recuperando el paraíso* et discussion avec un des réalisateurs du film, José Arteaga, ainsi qu'avec Priscylla Monteiro Joca, avocate spécialisée en droits des peuples autochtones et environnementaux et membre du CDHAL. Événement co-organisé avec le Comité UQAM-Amérique latine (19 avril 2018).
- » Panel « Défis de la solidarité internationale dans le contexte de crise de droits humains au Mexique » au Congrès annuel « Les Amériques : au singulier ou au pluriel ? » de l'Association canadienne des études latino-américaines et des Caraïbes (ACELAC). Événement co-organisé avec le CISO (18 mai 2018).



Communautés d'apprentissage

Dans la dernière année, le CDHAL a pu poursuivre ces activités de formation par le biais des communautés d'apprentissage animées par l'équipe des actions urgentes dans l'objectif de renforcer les capacités d'analyse, de compréhension et d'action de l'équipe et des membres du CDHAL, ainsi que des collaborateur-trice-s. Des rencontres mensuelles de coformation ont été organisées afin d'approfondir notre analyse sur le contexte sociopolitique et la situation des défenseur-e-s des droits humains et environnementaux des pays où sont actifs les mouvements avec qui nous entretenons des liens étroits.

Ainsi, nous avons eu l'occasion au cours de plusieurs rencontres de formation d'échanger avec des partenaires d'Amérique latine en personne et à distance :

- » Midi-causerie sur les conflits socio-environnementaux au Brésil, avec la présence de plusieurs invité-e-s de mouvements sociaux du Brésil (25 octobre 2017).
- » Rencontre sur la situation des droits humains au Chili et en Argentine avec la participation du Comité pour la libération de Milagro Sala et du Comité chilien pour les droits humains (12 décembre 2017).



- » Rencontre et échanges sur la Bolivie sur le contexte politique actuel, les projets extractifs, les droits humains et les mouvements populaires et sociaux boliviens (15 mars 2018).
- » Rencontre sur la situation actuelle au Venezuela, notamment en ce qui a trait à la crise politique, économique et sociale, animée par Wirmelis Villalobos, stagiaire vénézuélienne provenant de l'Asociación Latinoamericana de Educación Radiofónica (ALER) (5 avril 2018).

Délégations

Midi-causerie sur les conflits socio-environnementaux au Brésil

La rencontre ayant eu lieu le 25 octobre, intitulée « Conflits socio-environnementaux au Brésil : tracer les perspectives et tisser des alliances en Amérique latine et au Canada » a pu compter sur la présence des invité-e-s suivant-e-s :

- » Oriel Rodrigues Moraes, de la Coordination Nationale de Quilombos (CONAQ)
- » Cristiane Julião, représentante du peuple Pankararu et de l'Articulation des peuples et organisations autochtones des états du Nord-est, de Minas Gerais et d'Espirito Santo (APOINME).
- » Euzamara Carvalho, représentante du Mouvement des travailleurs ruraux sans terre (MST).
- » Jean Ann Bellini, de la Commission Pastorale de la Terre (CPT).
- » Liana Amin Lima, de l'Université pontificale catholique au Paraná (PUC-PR).

Délégation du Mexique : le cas de Mariano Abarca

Plus de huit ans après le meurtre non résolu de Mariano Abarca dans l'État du Chiapas, au Mexique, son fils et un groupe mexicain de défenseur-e-s des droits humains se sont rendus à Ottawa les 5 et 6 février afin de déposer une plainte auprès du Commissaire à l'intégrité du secteur public concernant l'ambassade du Canada au Mexique et son appui aux activités

de la société minière Blackfire Exploration au Chiapas. Mariano Abarca, assassiné en 2009, était un activiste et un des fondateurs du Réseau mexicain des personnes affectées par l'exploitation minière (REMA) et luttait contre les activités de l'entreprise à Chicomuselo, Chiapas.

La délégation était composée de :

- » José Luis Abarca, fils de Mariano Abarca
- » Miguel Angel de los Santos, avocat, Centre de droits humains - Université autonome du Chiapas. Il représente la famille Abarca auprès du Bureau du procureur de Chiapas pour faire avancer l'enquête sur l'assassinat de Mariano et auprès de la Commission interaméricaine des droits humains.
- » Libertad Díaz, Otros Mundos Chiapas. Cette organisation a accompagné la lutte de la communauté à Chicomuselo, Chiapas.
- » Miguel Mijangos, Procesos Integrales para la Autogestión de los Pueblos (PIAP) qui travaille dans les États de Guerrero et d'Oaxaca et membre du Réseau mexicain des personnes affectées par l'exploitation minière (REMA).

Dans le cadre de la visite de la délégation à Montréal le 7 février dernier, le CDHAL et le CISO ont organisé une rencontre stratégique afin de discuter avec les participant-e-s de la délégation et des organisations canadiennes sur la question de la protection des défenseur-e-s environnementaux et des droits humains. Un panel intitulé « Impunité des minières

au Mexique : la diplomatie canadienne au banc des accusés » a également eu lieu à la Chaufferie de l'UQAM et a compté sur la participation d'une cinquantaine de personnes. Une exposition itinérante intitulée « Industrie minière en territoire autochtone dans les Amériques » y était présentée, coordonnée par le Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS).

La venue de la délégation au Canada a été appuyée par Mining Watch Canada, Common Frontiers, Kairos, Fonds de justice sociale de l'AFPC, Syndicat canadien de la Fonction publique, InterPares, Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, le Conseil des Canadiens, Syndicat des Métallos, CISO, CIRDIS et Mexicanxs unidxs por la regularización (MUR).

Participation à la 8^e rencontre nationale du Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) à Rio de Janeiro, Brésil

Du 1^{er} au 5 octobre 2017, le CDHAL a participé à la rencontre nationale du MAB qui a réuni plus de 3 500 participant-e-s, incluant une délégation internationale d'organisations alliées du MAB, ainsi que des personnes de communautés affectées par des barrages provenant de plusieurs régions du Brésil. Les objectifs de cette rencontre étaient de réunir des personnes affectées par les barrages au Brésil, de lutter pour les droits et pour la souveraineté, ainsi que de dénoncer le système actuel, le modèle énergétique, les violations des droits et l'exploitation des populations affectées. Des débats et des réflexions sur les luttes ont



également eu lieu afin d'avancer vers un projet énergétique populaire et de renforcer l'unité et les stratégies de lutte, à niveau national et international.

Séminaire international « Une transition énergétique pour un projet énergétique populaire » à Rio de Janeiro, Brésil

Du 6 au 8 octobre 2017, le CDHAL a participé à un séminaire organisé par le MAB, qui s'inscrivait dans les suites du séminaire international « Aliments, eau et énergie ne sont pas des marchandises » qui a eu lieu du 12 au 14 mars 2017 à Newark, aux États-Unis et où le CDHAL était présent. Le séminaire a réuni plus de 100 allié-e-s du MAB provenant de 26 pays afin de discuter et d'analyser la conjoncture internationale en termes de processus de lutte et de défense pour la souveraineté énergétique, de l'eau et du territoire.

Appui aux luttes pour les droits des migrant-e-s et travailleuses-eurs temporaires

Cette année, nous avons continué de nous impliquer et d'appuyer les organisations avec lesquelles nous travaillons sur ce dossier en participant à des rencontres et des activités organisées par ces groupes. En mars 2018, nous avons participé activement à la campagne lancée par Solidarité sans frontières afin d'éviter la déportation de Lucy Granados, membre du Comité de Femmes sans-statut et de l'Association des travailleurs et travailleuses d'agence de placement. Dans le contexte actuel québécois (et mondial) de l'augmentation des mouvements d'extrême-droite et de l'amplification de discours haineux véhiculés par les médias de masse, le CDHAL a également appuyé les initiatives locales anti-racistes. Nous avons participé à la diffusion, à la mobilisation, ainsi qu'à une conférence de presse ayant eu lieu le 16 mai dernier, appelant la société québécoise à manifester contre ces groupes racistes et xénophobes qui menacent les immigrant-e-s venu-e-s chercher refuge au Canada.

Liste actions urgentes et communiqués

Juillet 2017

Rejet du projet de Loi sur la Sécurité intérieure au Mexique : déclaration publique signée par près de 40 organisations.

Dépôt d'une plainte par la famille de Mariano Abarca en juin 2017 à la Commission interaméricaine des droits humains (CIDH) contre l'État mexicain pour sa responsabilité dans l'assassinat impuni de cet activiste du Chiapas, perpétré le 27 novembre 2009 par des personnes associées à l'entreprise minière canadienne Blackfire à Chicomuselo, Chiapas : appui à une pétition.

Le média indépendant mapuche Mapuexpress est visé par une plainte pénale : communiqué d'organisations de Montréal à l'initiative du Comité d'appui au peuple Mapuche de Montréal et du CDHAL.

Août 2017

Disparition forcée de l'activiste argentin Santiago Maldonado survenue le 1er août, dans le contexte de la répression violente et illégale à l'encontre de la communauté mapuche Pu Lof dans la province de Chubut : signature et diffusion de l'action urgente émise par Amnistie internationale.

Septembre 2017

Menaces d'expulsion contre Ivan Vélazquez, directeur de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala-CICIG : communiqué d'appui du Projet Accompagnement Québec-

Guatemala (PAQG), de l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI), du CDHAL, de Solidarité Laurentides Amérique-Centrale (SLAM), de Solidarité Montérégie Amérique Centrale (SMAC), de Todos por Guatemala, Montréal et de Tzijolaj Guatemala-Canada.

Solidarité avec le peuple Mapuche dans le cadre de la grève de la faim de plus de cent jours de prisonniers mapuche et face à la répression policière dans la région de l'Araucanie : lettre collective envoyée à la présidente chilienne Bachelet.

Octobre 2017

Suite au Colloque international « Luites autochtones pour le territoire : Amérique latine et Québec » qui s'est tenu à l'UQAM les 12 et 13 octobre dernier, les activités minières canadiennes sont dénoncées : une lettre ouverte est adressée au Premier ministre Justin Trudeau et publiée dans Le Devoir.

Novembre 2017

Criminalisation de la liberté d'expression et de la solidarité internationale au Pérou, suite à la détention illégale et arbitraire de la coordonnatrice du programme de l'Amérique latine de MiningWatch Canada, Jen Moore, et du journaliste et cinéaste états-unien, John Dougherty, entre le 18 et 23 avril 2017, ainsi que par leur interdiction subséquente de retourner au Pérou, pour une durée indéterminée : lettre signée par 90 organisations.

Solidarité avec les mouvements sociaux du Brésil, suite à une rencontre d'organisations canadiennes et brésiliennes ayant eu lieu du 19 au 25 octobre : lettre signée par 19 organisations, adressée au gouvernement brésilien

Huit ans après l'assassinat de Mariano Abarca, les proches, Otros Mundos Chiapas, le Centre des droits humains de l'Université autonome du Chiapas et le REMA demandent justice pour toutes les personnes assassinées, menacées, déplacées, judiciairement persécutées, ou affectées par le contexte d'impunité dans lequel opèrent les sociétés minières canadiennes au Mexique : communiqué signé par une quinzaine d'organisations canadiennes.

Décembre 2017

Crise des droits humains au Honduras liée à la fraude électorale, la répression et la violence : lettre qui interpelle la ministre des Affaires étrangères, Mme Chrystia Freeland, afin qu'elle adopte une position ferme, signée par le CDHAL et d'autres organisations canadiennes telles que Atlantic Region Solidarity Network, Breaking the Silence, Common Frontiers, CoDevelopment Canada et Mining Watch.

Janvier 2018

Impunité de la compagnie Chevron Texaco en Équateur : appui à un communiqué lancé par la Campagne mondiale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des transnationales et mettre fin à l'impunité.

Complicité du gouvernement libéral canadien qui appuie le gouvernement illégitime de Juan Orlando Hernandez au Honduras : article paru dans Le Devoir, co-rédigé avec le Réseau de solidarité de la région de l'Atlantique, CoDevelopment Canada et Inter Pares.

Février 2018

Arrestation d'Edwin Robelo Espinal, dans le contexte des manifestations contre les élections de décembre et détenu depuis dans une prison militaire de haute sécurité : lettre de dénonciation envoyée au Premier Ministre Justin Trudeau afin d'exiger la libération de ce prisonnier politique.

Avril 2018

Assassinat à la mi-mars de Marielle Franco, conseillère municipale afrobrésilienne et défenseuse des droits humains : action urgente envoyée à Justin Trudeau et autres autorités concernées, co-signée par plus de 30 organisations canadiennes et internationales.

Répression policière contre des communautés affectées et déplacées par le barrage Hidroituango en Colombie : action urgente envoyée à diverses autorités colombiennes.

Mai 2018

Assassinat de deux membres du Mouvement Rios Vivos en Colombie, dans le contexte du conflit opposant les communautés affectées et le projet Hidroituango : lettre de dénonciation envoyé à diverses autorités colombiennes.

Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs)



Depuis 2009, le CDHAL s'est donné comme mandat de collaborer avec le Centro de Derechos Humanos Fray Bartolomé de Las Casas (FRAYBA), une organisation mexicaine basée à San Cristóbal de Las Casas dans l'État du Chiapas, pour recruter et former des observateurs et observatrices de droits humains. Le CDHAL offre une formation prédépart d'une durée d'une vingtaine d'heures afin de préparer adéquatement à l'expérience que s'apprêtent à vivre les observateurs-trices.

Les BriCOs consistent en la présence d'observateurs-trices des droits humains séjournant dans des communautés rurales du Chiapas, des communautés organisées et surtout autochtones appartenant ou pas au mouvement zapatiste. Cette présence est dissuasive, au sens où elle peut décourager la violation des droits humains.

La formation porte principalement sur le contexte sociopolitique du Mexique et du Chiapas, sur le rôle des observateurs-trices dans les communautés et sur la sécurité. Une partie est réservée pour des activités permettant de réfléchir sur ses limites personnelles, sur l'adaptation au choc culturel et sur ses comportements en situations de stress et de difficultés.

Cette année, le recrutement et la formation ont été coordonnés par une chargée de projet embauchée grâce à une subvention salariale d'Emploi Québec, accompagnée par une formatrice qui est l'instigatrice de la formation des BriCOs au CDHAL.

À l'automne 2017, deux rencontres d'information ont été réalisées, la première à l'Université du Québec à Montréal et la seconde à l'Université de Montréal, afin de sonder et d'éveiller l'intérêt de la communauté étudiante pour les BriCOs. Chaque rencontre a mobilisé une quinzaine de personnes afin de connaître le projet. Plus de vingt personnes ont envoyé leur candidature pour participer à la formation; certaines se sont cependant désistées en cours de route.

La formation s'est déroulée sur trois séances (mars et avril 2018). Seize personnes ont complété le processus de formation préparatoire à l'observation des droits humains au Chiapas.

Cette année, le matériel préparatoire fourni aux participant-e-s (lectures, vidéos, etc.) a été mis à jour. Un document contenant des textes et ressources audio-visuelles a été envoyé aux participant-e-s deux semaines avant chaque rencontre de formation. La méthodologie de la formation et les activités d'apprentissage ont été également été revues et bonifiées.

Une approche participative a été préconisée : des activités brise-glace, des mises en situation, des analyses de cas et des échanges de groupe ont été mis de l'avant pour favoriser l'intégration des participant-e-s et la compréhension du contexte sociopolitique et du rôle des brigades d'observation des droits humains au Chiapas.

La présence d'invités lors des deux premières séances a été très appréciée par les participant-e-s : un professeur au département d'anthropologie de l'Université de Laval, Martin



Hébert, ainsi que Lucas Aguenier, étudiant-chercheur de la même institution, ont partagé leurs analyses sur l'évolution historique des communautés mayas et les différentes trajectoires de luttes au sein de ces communautés.

Après chaque séance de formation, une évaluation a été réalisée avec les participant-e-s dans le but d'obtenir des commentaires visant l'ajustement de la méthodologie et de la documentation préparatoire en vue de la rencontre suivante, de même que l'amélioration de la formule de la formation pour l'année à venir.

Au printemps, trois personnes ont réalisé leur séjour dans une communauté de la Selva Lacandona. D'autres départs sont prévus pour l'été 2018. Le séjour d'observation ainsi que l'implication au CDHAL sera crédité comme un stage dans le cadre de programmes de premier cycle en science politique et en droit à l'UQAM de quatre participant-e-s qui complèteront leur processus cet été.

Communications



Communications externes

Pour la période 2017-2018, le CDHAL a poursuivi ses stratégies de communication établies au cours des dernières années. Grâce au site Internet www.cdhal.org, à la page Facebook et aux bulletins Info CDHAL et Solidared, nous avons diffusé des communiqués, nouvelles, événements et actions urgentes, entre autres, permettant de partager auprès de nos réseaux des nouvelles d'Amérique latine, notamment en ce qui a trait aux violations des droits humains. En décembre 2017, nous avons également suivi un atelier avec Alexander Buendia Astudillo, un spécialiste de la communication organisationnelle, afin de nous pencher sur nos méthodes et stratégies de communication.

Sur Facebook, le nombre d'abonné-e-s continue de croître. Nous sommes passés de 4 438 abonné-e-s en avril 2017 à 4 780 abonné-e-s en mars 2018. Ce réseau social continue d'être celui priorisé par le CDHAL dans ses communications grâce au grand nombre d'abonné-e-s et à la portée des publications.

Nos bulletins d'informations, Info CDHAL et Solidared, publiés respectivement bimensuellement et mensuellement, permettent également de rejoindre 1 400 personnes. Nous avons diffusé au cours de l'année 24 bulletins Info CDHAL et 12 bulletins Solidared. Depuis la dernière année, ce dernier compte également une version audio diffusée par le biais de Soundcloud et à des partenaires en Amérique latine.

Dans les médias

À plusieurs reprises au cours de l'année, nous avons eu l'occasion de donner des entrevues dans les médias indépendants et traditionnels sur l'actualité latino-américaine, les actions urgentes en cours et certains projets et événements organisés par le CDHAL.

Nous avons également rédigé des articles pour divers médias indépendants afin d'aborder les campagnes et événements en cours, dont un article sur la délégation d'Amérique centrale dans la revue de la Ligue des droits et libertés.

Finalement, nous avons également donné des entrevues avec divers médias, dont des entrevues avec Radio Canada International sur les Brigades d'observation des droits humains au Chiapas (BriCOs), sur la Loi de sécurité intérieure au Mexique et sur la rencontre internationale « Femmes en résistance face à l'extractivisme », ainsi qu'une entrevue avec CISM pour parler d'environnement et de luttes des femmes autochtones et pour promouvoir la rencontre internationale et une entrevue à Radio Ville-Marie pour parler du virage à droite en Amérique latine, la loi sur la sécurité intérieure au Mexique et le coup d'État électoral au Honduras.

Représentation

Afin de promouvoir nos campagnes, activités et publications, nous avons tenu un kiosque de sensibilisation lors de quelques événements publics pour l'année 2017-2018, dont au Cégep Édouard-Montpetit (28 novembre 2017), à la Grande transition (18 et 19 mai 2018) et au Salon du livre anarchiste (26 et 27 mai 2018).

Plateforme virtuelle « 40 ans de luttes et de solidarités »

Au cours de l'année, nous avons poursuivi le travail sur la plateforme virtuelle « 40 ans de luttes et de solidarités » visant à rendre publique les archives recueillies durant la campagne « 40 ans de luttes et de solidarité entre l'Amérique latine et le Québec » en 2016. La plateforme est accessible à 40ans.cdhal.org.



Vie associative



La vie d'équipe et associative a continué d'être une priorité au cours de l'année afin de renforcer le sentiment d'appartenance des membres et la cohésion de l'équipe.

La tenue régulière de rencontres d'équipe a permis aux employées, stagiaires et collaboratrices de participer activement aux décisions concernant les avancées des projets et des actions. Les échanges et les réflexions partagées par les membres de l'équipe élargie ont contribué à nourrir nos analyses, autant sur les enjeux, tels que l'extractivisme, la criminalisation, les coups d'État, et sur des perspectives, comme féministe, décoloniale, écologiste, que les contextes sociopolitiques des pays avec qui nous tissons des liens de solidarité.

Des activités sociales, telles que la fabrication d'*empanadas*, la sérigraphie, sortie à la cabane à sucre, pique-niques, etc. ont favorisé la cohésion et ont permis à l'équipe de mieux se connaître dans d'autres contextes que celui du travail. La soirée festive est sans contredit l'événement annuel qui a rassemblé la grande famille et le réseau du CDHAL dans une ambiance de célébration des luttes sociales auxquelles nous contribuons.

L'assemblée générale annuelle 2017 a réuni une cinquantaine de membres, de sympathisant-e-s et partenaires, une assistance plus élevée qu'au cours des dernières années, et qui ont participé activement à la bonification du plan d'actions. Nous avons recruté une quinzaine de nouveaux et nouvelles membres au cours de l'année. En février 2018, nous avons entamé le processus de planification stratégique triennale 2019-2021, qui sera poursuivi cette année. Nous avons tenu une rencontre réunissant l'équipe de travail et du conseil d'administration, des membres, sympathisant-e-s et partenaires. Avec l'accompagnement d'André Fortin, innovateur social, nous avons réalisé une analyse de conjonctures et nous avons défini quelques actions afin de redéfinir et de préciser nos orientations stratégiques. Nous avons également consulté nos partenaires en Amérique latine sur la pertinence des enjeux et de nos actions.

Plusieurs efforts ont été menés collectivement par les membres de l'équipe de travail afin d'augmenter et de diversifier nos sources de financement. Ses efforts se sont traduits par notre capacité de pérenniser le poste de responsable des actions urgentes et le développement de liens avec de nouveaux partenaires financiers, entre autres pour le projet de baladodiffusion.

Travail en réseaux



Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial. Nous sommes constamment en lien avec un grand nombre d'organisations en ce qui a trait à la planification et à la réalisation d'événements et d'actions qui rejoignent notre mission. Les alliances stratégiques et la collaboration nous permettent d'atteindre plus largement nos objectifs et de réaliser des projets de plus grande ampleur. Nous faisons partie et sommes membres des réseaux et des groupes suivants :

Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)

Campagne mondiale pour réclamer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des transnationales et mettre fin à l'impunité

Comité de coordination (Coco) « Femmes en résistance face à l'extractivisme »

Commons Frontiers

Coop des Récoltes

Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA) du Conseil canadien pour la coopération internationale (CCCI)



Photo : Femmes autchtones du Québec

Réseau canadien de reddition de comptes des entreprises (RCRCE)

Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)

Réseau de coformation en action collective en environnement

États financiers

Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2018

	2018	2017 (redressé)
PRODUITS		
Subventions	83 758	109 256
Dons		
Fondation Solstice	1622	15000
Autres - Dons	25 341	18455
Communautés religieuses	8 950	8 350
Autofinancement	5151	3 735
Autres	3 634	513
Cotisations des membres	461	334
	128 917	155 643
CHARGES		
Salaires et charges sociales	92 719	118 291
Entente de services pour la gestion des salaires	-	10088
Honoraires professionnels	16 367	9062
Frais d'activités	5 024	5 502
Frais de déplacement et de représentation	4594	5323
Frais de bureau	2 837	1218
Réunion, formation et délégation	1890	690
Formation	1500	1500
Frais de cotisation	945	510
Assurances	473	435
Frais bancaires	457	337
Télécommunications	143	109
Autres frais	110	-
	127 059	153 065
Excédent des produits sur les charges	1 858	2 578
Actif net début	25 633	8055
Redressement des exercices antérieurs	-	15000
Actif net à la fin	27 491	25 633

Bilan
au 31 mars 2018

	2018	2017 (redressé)
ACTIF		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	58 796	32 522
Placement	2 019	7 592
Débiteurs	2 058	1488
Subventions à recevoir	4956	12120
	67 829	53 722
PASSIF		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	10 960	17 403
Apports reportés	29 378	10 686
	40 338	28 089
ACTIF NET		
Non affecté	27 491	25 633
	27 491	25 633
	67 829	53 722

Équipe 2017-2018



Actions urgentes

Amelia Orellana, Éva Mascolo-Fortin, Marie Bordeleau, Alexandra Parada, Diana Potes, Rosa Peralta, Elvis Beltran Leon, Maeva Devoto, Emma Sandona, Nicolle Rodriguez Diaz, Adriana Pozos, Ximena Cuadra, Angelica Montufar, Carolina Zapater, Adriana Martinez, Étienne Levac, Émilie Noël, Alexandra Ferland

Brigades civiles d'observation des droits humains (BriCOs)

Martha Lucía Gómez, Joëlle Gauvin-Racine, Marie Éveline Touma

Communications

Roselyne Gagnon

Coordination

Marie-Eve Marleau

Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcaayaga, Rocío Barba Fuentes, Martha Lucia Gomez, Laurie Auger, Marine Pereira

Baladodiffusion

Marie Bordeleau, Rocío Barba Fuentes, Carla Christina Ayala Alcaayaga, Wirmelis Villalobos, Jean-Baptiste Demouy, Ines Alvergne, Alexandra Parada, Marine Pereira, Amanda Ruiz, Charlotte Maheu, Constance Morel, Priscylla Joca, Adriana Martinez

Stagiaires

Elvis Beltran Leon, Laurie Auger, Maeva Devoto, Emma Sandona, Marine Pereira, Camille Moreau, JeanSol Goulet Poulin, Étienne Levac, Claire Pageau, Angelica Montufar, Carolina Zapater, Adriana Martinez, Wirmelis Villalobos

Collaboratrices et collaborateurs

Constance Vaudrin, Alexandra Ferland, Alessandra Devulsky, Rodrigo Arancibia, Michel Poulin, Ariane Dinkel, Jean-Baptiste Demouy, Cristina Yopez, Dominic Simard, Pedro Freire, Florence Tiffou, Priscylla Joca

Un merci spécial également à nos interprètes et traducteurs-trices solidaires.

Conseil d'administration

Présidente

Ximena Cuadra

Secrétaire

Yussef Kahwage

Vice-présidente

Thérèse Guay

Administratrices

Carolina Campos,
Éva Mascolo-Fortin,
Sarah Múnera

Trésorier

Pierre Lemay

Partenaires



Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)
Alternatives
Association étudiante des cycles supérieurs en science politique de l'UQAM (AECSSP)
Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI)
Café Santhropol
Centrale des syndicats du Québec (CSQ)
Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté (Centr'ERE) de l'UQAM
Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI)
Centre international de solidarité ouvrière (CISO)
Certificat en coopération internationale de l'Université de Montréal
CKUT Montréal – 90.3 FM
Clinique internationale de défense des droits humains (CIDDHU) de l'UQAM
Collectif Brésil-Montréal
Collectif No a Keiko
Comité chilien pour les droits humains, Montréal
Comité d'appui au peuple Mapuche
Comité pour la libération de Milagro Salas
Comité UQAM Amérique latine (CUAL)
Comunidad hondureña en Québec
Confédération des syndicats nationaux (CSN)
Conférence religieuse canadienne (CRC)
Congrégation Notre-Dame
Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN
Développement et Paix
Du Pain et des Enjeux
Éditions Écosociété
Fédération Autonome de l'enseignement (FAE)
Fédération des femmes du Québec

Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ)
Femmes autochtones du Québec (FAQ)
Femmes de diverses origines (FDO)
Fondation Béati
Fondation Lush
Fondation Solstice
Fonds de Claire Doran et Joe McInnis de la Fondation de l'Église Unie du Canada
GRIP-UQAM
Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA)
Inter Pares
Katasoho
L'Entraide missionnaire
Mexicanxs unidxs para la regularización
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie du Québec (MRIF)
Photo Café
Programme de subventions salariales - Emploi Québec
Programme Emploi été Canada – Gouvernement du Canada
Projet Accompagnement Québec-Guatemala (PAQG)
Projet Accompagnement Solidarité Colombie (PASC)
Réseau canadien de reddition de comptes des entreprises (RCRCE)
Réseau Koumbit
Réseau œcuménique Justice, écologie et paix (ROJEP)
Réseau québécois d'intégration continentale (RQIC)
Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE)
Solidarité Laurentides Amérique centrale (SLAM)
Solidarité sans frontières
Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)
Syndicat des Métallos



Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL
1425 boul. René-Lévesque Ouest, 3e étage
Montréal (Québec) H3G 1T7
514.257.8710, poste 334 | info@cdhal.org
www.cdhal.org